

**Excellence en milieu scolaire : Les premières nationales récompensées par le ministre de l'Éducation Nationale**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 3 OCTOBRE 2023

**1435**

**Malikilé**

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Célébration du Maouloud 2023**

**Yeah Samaké et Ousmane Madani**

**Haidara célébrés**



Photo DIRPA

**Point de presse mensuel de la DIRPA**  
La situation sécuritaire en septembre



**Mines : FER-Mali déterminé à valoriser l'or pour le peuple malien**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**2** Octobre  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



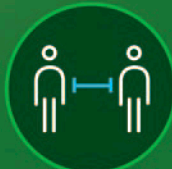
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**13**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



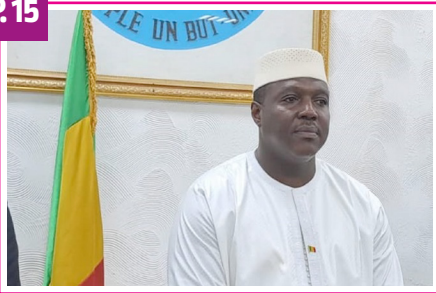
**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social



P.15



P.21



P.25



## / Une /

Célébration du Maouloud 2023  
Yeah Samaké et Ousmane Madani Haidara célébrés

P.4

## / Breves /

Point de presse mensuel de la DIRPA : La situation sécuritaire en septembre  
Zihara de Kankan Sekouba : Une 5è édition agrémentée par plusieurs actes d'adoration  
2è édition de la journée de collecte de sang : M.H.F.T s'engage en faveur des FAMA  
Report des élections présidentielles : Faut-il croire aux raisons avancées ?  
Deux mois après le coup d'état au Niger, la France plie bagages :  
Est-ce la fin de la France Afrique ?

P.13

P.14

P.14

P.15

P.16

## / Actualité /

Excellence en milieu scolaire : Les premières nationales récompensées  
par le ministre de l'Éducation Nationale  
Protection de l'environnement : Les populations de Sanso dénoncent la dégradation  
de l'environnement  
Levée de fonds en faveur des victimes des attaques : L'ADC Bourem se mobilise  
Mines : FER-Mali déterminé à valoriser l'or pour le peuple malien

P.18

P.19

P.21

P.22

## / Politique /

Depuis son exil : Dr Boubou Cissé conseille une concertation nationale  
Transition : « Sans limite et sans fin »  
Report unilatéral des élections :  
L'ADEMA, l'URD et le RPM, absents au combat pour la sauvegarde de la démocratie ?

P.25

P.26

P.31

## / Culture & Société /

FESTRAKO 2023 :  
La part belle à l'émotion

P.33

## / International /

Burkina Faso :  
Le capitaine Traoré n'envisage pas d'élections pour le moment  
L'occident est la cause des mutineries en Afrique :  
Un ministre Sud-Soudanais

P.34

P.35

## / Sport /

CAN féminine Maroc 2024 :  
Des scores à la pelle !

P.37

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations  
(AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –  
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



## Célébration du Maouloud 2023

### Yeah Samaké et Ousmane Madani

### Haidara célébrés

**L**a célébration du Maouloud 2023 au stade 26 mars a été l'occasion pour ces deux éminentes personnalités de se rendre mutuellement hommage. Ces deux hommes jouent

un rôle prépondérant dans le développement socioéconomique et politique de notre pays. Ils contribuent à soulager nos concitoyens à travers leurs actions humanitaires, en particu-

lier à l'intérieur du pays. Malgré sa religion mormone, Yeah Samaké distribue des vivres sans distinction aux populations les plus nécessiteuses. Chaque année, il dépense plusieurs



millions pour fournir de la nourriture aux déplacés du centre. De plus, il a construit plus de 40 écoles à travers le pays ainsi que plusieurs puits, dont celui offert aux Ançar du président du Haut Conseil Islamique du Mali.

### **Yeah Samaké, un homme politique engagé**

En remerciant Yeah Samaké, Chérif Ousmane Madani Haidara souligne qu'en tant que non-musulman et chrétien mormon, il a

fait l'effort de participer à cette importante fête pour la communauté musulmane. Il joue un rôle crucial dans la promotion de la paix et du dialogue inter-religieux au Mali. Sa présence lors de la célébration du Maou-



loud témoigne de son engagement en faveur de l'harmonie et de l'unité entre les différentes religions présentes dans le pays.

Dans ses propos, l'Ambassadeur Yeah Samaké déclare que Chérif Ousmane Madani Haidara est un guide spirituel exemplaire

Chérif Ousmane Madani Haidara est reconnu comme un guide spirituel exemplaire qui a consacré sa vie à enseigner les valeurs de l'islam. Son message d'amour, de tolérance et de respect mutuel a profondément marqué la société malienne. Sa contribution remarquable en faveur de la paix, de la fraternité et de la laïcité mérite d'être saluée à travers le monde. En tant qu'icône véritable, il a su rassembler les différentes composantes de la société malienne et promouvoir l'unité, ajoute Yeah Samaké.

### L'impact mondial de Chérif Ousmane Madani Haidara

Chérif Ousmane Madani Haidara est comparé à des personnalités religieuses renommées telles

que Desmond Tutu en Afrique du Sud et Gandhi en Inde. Son influence sur la société malienne est indéniable et il est temps que cette fierté malienne soit reconnue à l'échelle mondiale, selon Yeah Samaké. L'invité d'honneur du chérif à la cérémonie engage tous et chacun en ces termes : «Il est de notre devoir de soutenir sa cause et de promouvoir les valeurs prônées par Chérif Ousmane Madani Haidara, telles que l'amour, la paix, la fraternité et la justice.»

Il est essentiel de faire connaître leur message d'amour, de tolérance et de respect mutuel à travers le monde, afin de construire un avenir meilleur pour un Mali uni, indéfectible et pluriel. Lors de ce rassemblement au stade 26 mars, le président du HCI-Mali a expliqué à la communauté musulmane, qui était présente en grand nombre, que les mormons sont une confrérie chrétienne. Il a souligné que les mormons choisissent de se priver du confort et de tout luxe afin de se consacrer entièrement à l'adoration de Dieu, selon leur propre

manière de pratiquer leur foi.

Les paroles du chérif de Banconi ont été accueillies positivement par Excellence Yeah Samaké, témoignant ainsi de la reconnaissance envers la Fondation Empower Mali pour son geste généreux envers la communauté des Ançar à Yirimadio.

Ces actions illustrent l'importance de la solidarité et de la compréhension interreligieuse dans la société malienne, en montrant que différentes confessions religieuses peuvent travailler ensemble pour le bien-être commun.

■ Moctar Sow

**malikile.com**  
 LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

74<sup>es</sup> Malinké

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



## ■ Ammy Baba Cisse



**S'agissant de la cherté de la vie et du délestage, le Colonel Malick Diaw demande au gouvernement d'expliquer les raisons variables au Peuple**

## ■ Enfants des bas quartiers



Alpha Blondy, de son vrai nom Seydou Koné, est un chanteur auteur-compositeur et musicien reggae ivoirien. Né le 1er janvier 1953 à Dimbokro en Côte d'Ivoire, Alpha Blondy est considéré comme l'un des artistes les plus emblématiques et influents d'Afrique.

Fils aîné d'une famille de huit enfants, Alpha Blondy a été élevé par sa grand-mère.

### ■ Scolarité et formation

En 1962, il retrouve sa mère à Korhogo ; celle-ci l'emène à Odienné où son mari travaille pour la Compagnie française de Côte d'Ivoire, la CFCI. Seydou Koné passe dix ans à Odienné, où en 1972, il préside la section locale du Mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI). On l'appelle Elvis Blondy. La même année, il part pour la classe de seconde au lycée normal de Korhogo. Élève inscrit à l'internat, l'adolescent forme un groupe avec plusieurs de ses amis.

En 1973, Seydou Koné s'installe au Libéria à Monrovia. Il y reste treize mois, prenant des cours pour maîtriser l'anglais et donnant des leçons de français. Il rentre ensuite en Côte d'Ivoire.

En 1976, il déménage à New York aux États-Unis.

Il s'inscrit dans une première école, la Geneva School of business, où il suit pendant trois mois des leçons d'anglais commercial. Puis il s'inscrit au Hunter College pour prendre des cours de langue accélérés et passer avec succès le test qui lui permet enfin de s'inscrire à l'American Language Program de l'université Columbia.

Mais peu après, il abandonne sa formation, quitte New York et déménage à Waco, au Texas.

### ■ Début de la carrière musicale

Il rencontre le Jamaïcain Clive Hunt (en), qui lui présente The Sylvesters, un groupe formé par une famille de Dominicains qui joue régulièrement dans les petites salles de l'État de New-York. Espérant enfin réussir, Blondy quitte le Texas et commence à se produire en première partie des Sylvesters. Il chante ses propres compositions, dont *Burn Down the Apartheid*, *Bory Samory* (publié en 1984 sur *Cocody Rock*) ou *War*, de Bob Marley, en français.

Il enregistre huit chansons, sous la houlette de Clive Hunt, au studio Eagle Sound à Brooklyn mais le disque ne voit jamais le jour.

Après quatre ans passés aux États-Unis il rentre en Côte d'Ivoire au début des années 1980.

En 1981, Roger Fulgence Kassy lui propose de passer dans l'émission qu'il présente à la télévision ivoirienne (la RTI), Première chance. Les deux hommes se connaissent de longue date. Adolescents, ils se retrouvaient en effet à Abidjan pendant les grandes vacances.

Devant l'engouement suscité par le passage à la télévision, Georges Benson propose au chanteur de produire son premier album. Ce sera *Jah Glory*, qui sort fin 1982, début 1983 sur le label africain Syllart Records du producteur Ibrahima Sylla.

### ■ Succès international

Sur l'album, un titre que Benson hésite à mettre : *Brigadier Sabari*. La chanson (dont l'intitulé peut se traduire par la supplication « Brigadier, pitié ! ») dénonce les violences dont la police est coutumière. Le titre fait un tabac en Côte d'Ivoire et dans toute la région. Elle le fait connaître en Europe.

Alpha Blondy chante au sein du Collectif Paris Africa (avec la participation de 60 artistes) sur le morceau *Des ricochets* au profit de l'action de l'UNICEF pour les enfants de la Corne de l'Afrique (2011).

En 2014, il chante *On n'oublie pas* (écrit par Serge Bilé) avec plusieurs artistes et personnalités dont Jocelyne Béroard, Tanya Saint-Val, Harry Roselmack, Admiral T, Jean-Marie Ragald et Chris Combette. Cette chanson est un hommage aux 152 victimes martiniquaises du crash du 16 août 2005, afin de ne pas oublier cet événement et d'aider l'AVCA (Association des Victimes de la Catastrophe Aérienne) à récolter des fonds.

Le 14 février 2015, il inaugure sa radio FM à Abidjan : Radio Alpha Blondy FM 97.9

L'artiste alpha blondy est l'un des artistes le plus populaire et le plus influents d'Afrique et du monde.







Fatou Dabo  
34 m · 🌐

**Risque de coup d'état  
au Mali. 09 officiers et  
05 sous officiers tous  
convoqués à la  
Sécurité Militaire le  
lundi 02 octobre 2023**

■ **Kossa Maiga**



Mauritanie, Tchad... tous ont refusé d'accepter le SDF armée française du Niger. Une seule option s'impose : l'Ukraine.

■ **Boukary Ibrahima Kamogo**



La rentrée scolaire 2023/2024 est effective au second cycle de Nampasso depuis



■ **MALITV**



#Mali : Un convoi de 5000 véhicules de l'armée malienne a quitté Gao pour se diriger vers Kidal, bastion des terroristes rebelles de la CMA.

■ **Ammy Baba Cisse**



« Monsieur le Premier Ministre, Nous devons éviter de mener des combats politiques par procuration » Malick Diaw



7heures 30 minutes. Bonne rentrée scolaire à tous les enseignants, les élèves et partenaires de l'école Malienne. Bonne rentrée scolaire !!!

## ■ L'EmergenceCulturelle



C'EST ÉNORME : 100.000 ABONNÉS !

DJ Domi, l'auteur du tube interplanétaire "Aï-cha trembler" dont le visuel génère plus de 6,8 millions de vues sur YouTube, vient de rentrer dans le cercle restreint des artistes urbains les plus influents sur ce blog. Créer le 9 novembre 2016, la chaîne youtube de DJ Domi vient de franchir le cap des 100 000 abonnés sur la plateforme des vidéos en ligne. Il devient le septième chanteur burkinabè le plus suivi sur ce canal américain après : Floby, Kayawoto, Mister Mélo, Dez altino, Amzy, les frères Badenya.

En rappel, à la sortie du clip vidéo «Aïcha trembler», sa chaîne était suivie par seulement 6.450 personnes. Félicitations à l'artiste et à toute l'équipe.

C'EST LE FASO QUI GAGNE

L'EmergenceCulturelle



## ■ Salif Sanogo



MON MALI

Un peuple, un but, une foi ! Telle est la devise de notre cher pays, le Mali. Oh mon cher Mali, j'aime ton caractère, ta liberté, ton histoire, ta culture millénaire. Tu es ce pays d'humbles hommes et femmes dont je suis

issu, un peuple fier, digne, qui a rêvé et qui vit son destin. Pays de l'hospitalité non choisie, tu as toujours été une Nation ouverte et tolérante. Nous t'aimons sans retenu pour ce que tu as été, pour ce que tu es et pour ce que tu seras.

Pourquoi nous t'aimons tant ? Tout simplement parce qu'aimer son pays c'est en être fier et ressentir qu'il est merveilleux ! C'est aussi l'aimer comme on aime sa famille et chercher à lui faire du bien. C'est montrer de la bienveillance et se sentir appartenir à un peuple au glorieux passé. Si en amour, on donne en espérant en retour, l'amour de la patrie c'est donner en sens unique car c'est exprimer ce que nous sommes et agir en accord avec cela.

En ce 22 septembre, nous te crions notre amour oh cher Mali ! Et parce que nous t'aimons sans condition, nous ferons tout pour te faire rayonner au firmament des Nations dignes et fières. Bonne fête à toute une chacune et à tout un chacun !

#Mali #IndependenceDay





## ■ Yeah Samake



Chers compatriotes, bonjour,  
En ce jour 02 Octobre 2023, il me plaît de souhaiter une excellente rentrée scolaire à tous nos enseignants dévoués, aux autorités scolaires responsables, et surtout à nos élèves et étudiants qui sont l'avenir de notre nation. Que cette année soit remplie de succès, de découvertes et d'épanouissement pour vous tous.

Fasse le ciel que cette année scolaire soit stable, productive et moins perturbée par les défis que nous avons connus les années précédentes.

Je prends cette opportunité pour rendre un vibrant hommage aux enseignants de notre pays. Vous êtes, à mes yeux, le premier ingrédient du succès scolaire et je salue votre dévouement et votre passion.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, je suis profondément engagé envers l'éducation. C'est un pilier central de mon agenda car je suis convaincu que tout développement durable commence par une éducation de qualité.

Je vous souhaite à toutes et à tous une excellente année scolaire 2023-2024.

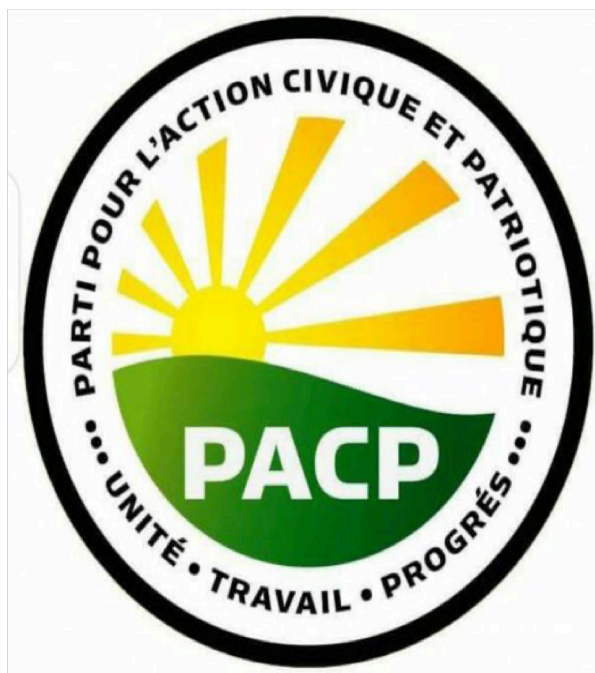
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

## ■ 16 Fouraba SamakeMamadou



Ces personnes qui disent que ce sont seulement les hommes politiques maliens qui ont mis notre cher pays dans son état actuel de crise interminable ont très mal appris leur cours d'histoire du Mali. Je les invite à une révision générale de l'histoire politique de notre république, car les militaires aussi ont leur part de responsabilité. Malgré cette crise de confiance entre la population et les hommes politiques maliens, le Parti pour l'Action Civique et Patriotique, à travers son commandant en chef, l'Ambassadeur Yeah Samake, se distingue par des réalisations visibles et vérifiables. Nous sommes des politiciens, nous assumons notre statut, et nous travaillons chaque jour pour changer cette image négative de la politique.

#Mamadou Samake  
#Secrétaire aux Relations extérieures du BNJ



## ■ Dami Le Rêveur



#sport | COUPE PACP À OUELESSEBOUGOU (4ÈME ÉDITION).

Recevez en images les équipes finalistes de cette 4ème édition de la Coupe PACP de l'ancien ambassadeur du Mali en Inde et président d'honneur du PACP Mali (Parti pour l'Action Civique et Patriotique), S.E.M Yeah Samake. La finale opposait FC RAOUL contre FC LION DE TENTOU, le match s'est soldé par 1-0 en faveur de FC RAOUL. C'était le vendredi, 22 septembre 2023 à Ouellesebougu.

J'ai pris part à cette festivité en tant que militant et membre de la Section Commune VI du District de Bamako. Merci aux notables, à M. Le Maire et son équipe et à toute la population de Djitoumou pour leur chaleureux accueil.

#creditphoto : **Dami Le Rêveur**  
#22septembre  
#independanceday  
#pacp\_mali





## ■ mountagatal

@mountagatal  
REPORT DES ELECTIONS GENERALES  
2024



## ■ Séga DIARRAH

@segadiarrah  
#Mali : Félicitations à nos jeunes soldats maliens, nos héros, pour leur courage sur tous les fronts, protégeant notre identité et notre sécurité. Vous méritez notre immense respect. Le Mali est déterminé à récupérer son territoire. Appelons l'ONU à revoir l'embargo sur les armes. L'échec de certains ne doit pas nous diviser. Ensemble, surmontons ces défis.



Congres National d'Initiative Démocratique  
**CNID - Faso Yiriwa Ton**

### DECLARATION SUR LE REPORT DES ELECTIONS GENERALES 2024

Le Comité Directeur du Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID - Faso Yiriwa Ton), réuni en session ordinaire ce samedi 30 septembre 2023, après un examen approfondi du communiqué N° 060 du Gouvernement du Mali du 25 septembre 2023 :

- 1- Salue la décision du gouvernement « d'organiser, exclusivement, l'élection présidentielle pour sortir de la Transition » ;
- 2- Se réjouit du fait que l'insécurité ne soit plus un obstacle à la tenue des différents scrutins ;
- 3- Encourage le Gouvernement à plus de concertations dans les prises de décisions engageant la vie de la Nation ;
- 4- Exhorte le gouvernement à entreprendre des concertations inclusives aux termes desquelles seront annoncées les nouvelles dates du scrutin présidentiel dans le strict respect de la Charte de la Transition, de la Constitution et des engagements internationaux du Mali ;
- 5- invite le gouvernement à engager toutes les procédures judiciaires appropriées pour obtenir de la société IDEMIA le transfert de propriété, incluant le mot de passe, du système de gestion de la Base de données du Recensement Administratif à Vocation d'état civil (RAVEC) et transmettre le dossier à la justice pour toutes fins utiles.

Bamako, le 30 Septembre 2023

Pour le Comité Directeur  
Le Vice-président  
  
Boubacar Diarra

[Http://www.cnid.org.ml](http://www.cnid.org.ml) • E-mail : [cnidmali@yahoo.fr](mailto:cnidmali@yahoo.fr)  
Tél : (223) 74652733 • BP. 2572 • Siège social : N° 192, Rue du Commissariat Garantiguibougou 300 Lgts Bamako (Mali)





# COMMUNIQUÉ

## COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



[infos@inps.ml](mailto:infos@inps.ml)



INPS.Mali



@INPS\_Mali

## Point de presse mensuel de la DIRPA La situation sécuritaire en septembre



Le lundi 2 octobre 2023, la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) a tenu sa conférence de presse mensuelle dans le but d'informer la population sur l'évolution de la situation sécuritaire au Mali. Le Colonel-major Souleymane DEMBELE, Directeur de la DIRPA, a animé cette rencontre et a souligné l'engagement des Forces Armées maliennes (FAMA) à lutter contre l'ennemi sur le terrain afin de garantir la sécurité de la population et l'intégrité du territoire malien.

Le Colonel-major DEMBELE a fait remarquer que le mois de septembre a été marqué par de nombreuses attaques

terroristes visant les FAMA et les civils. Parmi ces attaques, on peut citer l'attaque du bateau «Tombouctou» le 7 septembre, qui a entraîné la mort de 65 civils et militaires, ainsi que l'attaque de 3 véhicules kamikazes suivie d'une infiltration au Camp Firhoun Ag Alinçar de Gao le 8 septembre.

Le Directeur de la DIRPA a également mentionné l'attaque complexe de véhicules piégés et de plusieurs terroristes à bord de véhicules et de motos dans la localité de Bourem le 12 septembre 2023. Il a également fait référence à l'incident aérien au Nord de Gao le 9 septembre, impliquant un aéronef de l'Armée de l'Air malienne, ainsi qu'à l'attaque contre une force anti-terroriste à Dialakoroba et celle des emprises FAMA à Léré le 17 septembre.

Le Colonel-major DEMBELE a souligné une fois de plus l'importance de la vigilance et de la retenue face à la propagande, à l'intoxication et à la désinformation, qui ne visent qu'à semer le chaos, la haine, la division et la désolation dans le pays. Il a rappelé que les Forces Armées Maliennes travaillent avec détermination pour protéger les personnes et leurs biens, en particulier pour préserver l'intégrité du territoire national.

Cette conférence de presse avait pour objectif d'éclairer les journalistes sur la situation sécuritaire du mois de septembre sur les différents théâtres d'opérations, ainsi que sur les activités menées au niveau du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants et de l'État-Major Général des Armées. L'objectif était d'offrir aux populations une meilleure visibilité et compréhension de la situation, afin qu'elles puissent soutenir l'Armée dans l'exécution de ses missions essentielles, à savoir la protection des personnes et de leurs biens, ainsi que la sauvegarde de l'intégrité du territoire national.

La rédaction





## Zihara de Kankan Sekouba : Une 5<sup>e</sup> édition agrémentée par plusieurs actes d'adoration



Du 7 au 10 septembre, à Kankan en république de Guinée, les membres et sympathisants de l'association Kankan Sekouba international (AKSI) se sont retrouvés pour célébrer la 5<sup>e</sup> édition de la Zihara consacrée au "saint" Cheick Fanta Mady de Kankan.

Comme à l'accoutumée, le programme de cette 5<sup>e</sup> édition a débuté par des visites chez le patriarche Sidjè Chérif, le Calife mouriwoulen Chérif et la vieille Hadja Maïmouna Traoré, la dernière épouse du "Saint" pour leurs bénédictions.

Durant trois jours, la délégation malienne avec la population de Kankan et la famille du "Saint" ont rendu hommage au regretté Cheick Fanta Mady dit Kankan Sékouba, à travers plusieurs actes d'adoration. Il s'agit des séances de lecture de Coran, de prêches, de Zikr, du recueillement dans le Mausolée du Saint et ceux d'autres Saints de Kankan, etc. L'événement a été aussi une occasion pour les participants de découvrir les œuvres du "Saint" pour la promotion de l'islam en Afrique de l'ouest ainsi que ses lieux de prière.

Selon Issa Mariko, président de l'Association Kankan Sékouba International (AKSI) l'objectif de la Zihara est de faire des bénédictions pour le défunt ainsi que l'ensemble de sa famille, ses disciples et toute la communauté musulmane.

«L'Association Kankan Sékouba International (AKSI) regroupe les disciples, les homonymes et les admirateurs du "Saint" Cheick Fanta Mady dans le but de promouvoir les œuvres du défunt. Nous célébrons cette Zihara à chaque année au mois de septembre. Car, le regretté

Cheick Fanta Mady est né le jeudi 8 septembre 1870 et mort également le jeudi 8 septembre 1955 à Kankan. L'organisation de l'événement permet à chacun de se rappeler les bienfaits du "Saint" Cheick Fanta Mady et de formuler des vœux en comptant sur les bénédictions du défunt», a-t-il conclu.

Vivement pour la prochaine édition!

**Boubacar Idriss Diarra, envoyé spécial à Kankan**  
Le Challenger

## 2<sup>e</sup> édition de la journée de collecte de sang: M.H.F.T s'engage en faveur des FAMA

Dans le cadre du 63<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la république du Mali, le mouvement humanitaire Fifi Tounkara a organisé la 2<sup>e</sup> édition de sa journée don de sang le samedi 23 septembre 2023 à Niamakoro cité Unicef sous le thème : « Le M.H.F.T sauve les vies des FAMA blessées sur le champ d'honneur ».



L'objectif de la journée, selon ses organisateurs, est de collecter des poches de sang pour soutenir les militaires sur le théâtre des opérations. Les membres du MHFT démontrent ainsi par cette action citoyenne leur engagement à sensibiliser davantage la population malienne à mieux appuyer les Famas pour la stabilité du pays.

Venu exprès à Bamako pour l'occasion, Abdoul Kassim Traoré, Président du MHFT de Bougouni, a fait part de sa gratitude envers la Présidente Fifi Tounkara. Abdoul Kassim Traoré se dit fier d'avoir accompli un acte patriotique.

«Comme le nom du mouvement l'indique, notre objectif est d'aider les personnes en difficulté. C'est ce qui nous a poussés à l'occasion du 22 Septembre, à faire ce don de sang à nos membres des FAMA blessés sur le champ d'honneur. J'invite tous les jeunes à multiplier les bonnes actions en faveur de nos FAMA qui ont opté pour la paix et la stabilité du Mali. Tout ne peut pas être forcément de l'argent. Il y a de ses actions qui peuvent beaucoup plus marquer les esprits, il faut juste avoir la force et la foi de les faire», a-t-il souligné.

Le Coordinateur de l'antenne Collecte au Centre national de transfusion sanguine, Gaoussou Togola, a salué cette initiative du MHFT. « Nous avons répondu favorablement à la sollicitation du MHFT parce que le don de sang est une priorité nationale surtout en cette période de crise sécuritaire. Ce que beaucoup de personne ignorent, faire don de sang a ses avantages. Il permet au donateur de connaître certaines maladies liées à son sang. Il faut être âgé de 18 ans et avoir le poids requis», a-t-il dit.

Au cours de cette journée, les organisateurs ont collecté plus d'une trentaine de poches de sang pour les Famas.

**Maimouna Berthé, stagiaire**  
Le Challenger

## Report des élections présidentielles : Faut-il croire aux raisons avancées ?

**En tout cas, bon nombre des maliens sont entre la frustration et l'étonnement suite au report des scrutins présidentiels annoncé par le ministre de tutelle, colonel Abdoulaye Maiga. Ce dernier, qui a avancé des raisons techniques ayant empêchées la tenue desdits scrutins ne semble pas convaincre l'opinion nationale dont certains craignent non seulement, un autre bras de fer avec la CEDEAO mais aussi, soupçonnent les autorités de la transition, de vouloir s'accrocher à tout prix, au pouvoir.**

L'annonce du report des élections présidentielles prévues pour le 4 et 18 février 2024 est finalement passée des rumeurs en vérité emmenant les populations à s'interroger sur le sort qui attend le Mali. Pas besoin de rappeler les difficultés de l'heure encore moins, des conséquences ayant secouées en un moment donné, l'économie nationale suite aux sanctions imposées par la CEDEAO et l'UEMOA car, le Mali étant partie prenante n'arrivait pas à s'inscrire sous les yeux des instances sous régionales dans la dynamique de retour à l'ordre constitutionnel. Une fois qu'un chronogramme fixant la fin de la transition à 24 mois avec des élections présidentielles, a été présenté par les autorités militaires avant d'être acté par

la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, les maliens ont connu un timide soulagement de leur fardeau économique même si d'autres secteurs ont toujours du mal à se remettre sur pied. La semaine dernière, le ministre de l'Administration territoriale a annoncé le report dit "léger" des élections présidentielles pour des raisons "techniques" dont l'une d'entre elles, évoquées seraient la "prise en otage" de la base de données du recensement administratif à vocation d'état civil (RAVEC) par le prestataire IDEMIA, une société française. Des raisons qui n'ont pas pu convaincre quelques leaders politiques qui estiment par ailleurs que la confiscation de ces "données" n'aurait pas pu empêcher la tenue des élections référendaires passées. Aussi, ces derniers reprochent aux autorités de la transition de n'avoir pas été associé à cette décision qu'ils qualifient de "surprenante" et "d'inquiétante" pour le Mali. Par contre, au-delà de cet aspect d'ordre politique surtout de la crainte d'un nouveau bras de fer avec la CEDEAO, plusieurs observateurs soupçonnent un éventuel maintien des autorités militaires, au pouvoir depuis plus de 2 ans. Pour eux, Drien qu'en voyant les prétentions qu'ils ont affichées dans leurs actions politiques notamment, celles relatives à des réformes constitutionnelles critiquées suffiraient à tirer des conclusions sur la suite du feuilleton présidentiel d'autant que les contours d'une nouvelle fixation de la date demeurent toujours inconnus et incertains. Enfin, notre pays n'a plus besoin d'une autre crise au point de l'embourber dans d'autres difficultés qui peuvent être évitées, selon certains observateurs. Que l'on n'oublie pas qu'une autre crise risque de porter préjudice à son développement socio-économique et à son intégration sous régionale.

**Yacouba COULIBALY**  
L'Alternance





## Deux mois après le coup d'état au Niger, la France plie bagages : Est-ce la fin de la France Afrique ?

Le président Emmanuel Macron a fini par annoncer le 24 septembre 2023 le retour à Paris de l'ambassadeur en poste à Niamey et le retrait des troupes françaises d'ici la fin de l'année à l'issue d'un bras de fer de deux mois avec le gouvernement du Niger.

**Ce retrait des 1500 militaires français basés au Niger, qui était avant le coup d'Etat l'un des derniers alliés de Paris au Sahel, intervient après ceux du Burkina Faso et du Mali, où la France a déjà quitté. Est-ce la fin véritable de l'influence de la France aux trois pays sahéliens ?**

**A**pres avoir refusé pendant plusieurs semaines de rappeler son diplomate en chef au Niger, dont les autorités transitoires réclamaient le départ, le Président de la République française a fini par mettre fin à une situation insupportable.

En effet, l'ambassadeur et son équipe étaient dans l'empreinte française, ne bénéficiant plus de l'immunité diplomatique et passibles d'expulsion dès lors qu'ils en sortiraient. Ils voyaient en outre leurs réserves de nourriture et d'eau s'épuiser.

La France refusait de céder aux ordres des militaires. Elle continue, comme l'a réitéré le président Macron, de considérer le président renversé détenu depuis fin juillet 2023 avec sa femme et son fils à la résidence présidentielle comme la seule légitime autorité du pays. Mais Paris qui comptait sur une intervention de la CEDEAO pour rétablir Bazoum et l'ordre constitutionnel, n'avait plus d'options pour se maintenir au Niger.

### Relations détestables

Depuis qu'ils ont pris le pouvoir, les militaires en leur tête le général Abdourahmane Tiani, ont dénoncé les accords de coopération de défense entre Paris et Niamey. Ils affirment que la force française est présente «illégalement» au Niger. Des manifestations ont régulièrement lieu dans la capitale nigérienne pour demander leur départ.

En définitive, après 10 ans d'opération militaire antiterroriste dans le Sahel, l'ambassadeur de France au Niger a quitté la capitale ce mercredi 27 septembre 2023. La France ne dispose désormais que d'une présence au Tchad.

**Assitan Diakité**  
L'Alternance







## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Excellence en milieu scolaire : Les premières nationales récompensées par le ministre de l'Éducation Nationale



**P**romouvoir l'excellence en milieu scolaire est l'objectif de la cérémonie de remise des prix aux meilleures élèves nationales du Diplôme d'Études Fondamentales (DEF) et du Baccalauréat malien, session de l'année scolaire 2023, qui s'est déroulée au Centre National des Ressources de l'Éducation Non Formelle (CNR-ENF). L'événement était présidé par le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané. Cette activité a été rendue possible grâce à la collaboration de l'Initiative Assitan N'Fagnanman Koné (IAFK) en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale. La cérémonie a réuni d'anciens ministres, des membres du cabinet élargi du département de l'éduca-

tion nationale, des représentants des services centraux et déconcentrés du MEN, des membres de la famille Koné, d'anciennes élèves du Lycée Notre Dame du Niger, de nombreux sympathisants et les meilleurs éléments du système éducatif.

Cette cérémonie vise inévitablement à promouvoir l'excellence dans l'éducation des jeunes filles, en les soutenant et en les encourageant à se surpasser, à l'image de feu Assitan N'Fagnanman Koné, qui fut un modèle d'excellence. Au début de cette activité éducative, les participants ont pu visionner une vidéo témoignant du parcours d'une ancienne lauréate, un moment empreint d'émotion et de

reconnaissance envers les femmes courageuses et engagées de cette initiative. L'éducation reste un défi majeur pour notre pays, en particulier en ce qui concerne la scolarisation des filles. Il convient de souligner que la cérémonie de remise des prix aux meilleures élèves nationales en est à sa deuxième édition. Cette action salvatrice s'inscrit parfaitement dans la volonté des autorités de la transition de redonner à l'école malienne ses lettres de noblesse.

Dans son discours, la Présidente de l'Association, Dr Poudiougou Fatoumata Belco Touré, très satisfaite, a profité de cette cérémonie de célébration de l'excellence en milieu scolaire pour exprimer sa gratitude en-



vers le département de l'éducation pour son soutien et ses efforts inlassables chaque année pour rehausser l'éclat de la cérémonie, en présence du plus haut responsable de l'éducation et de nombreux cadres de son cabinet.

Ensuite, le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, connu pour son engagement en faveur de la promotion de l'excellence, ne pouvait manquer cette cérémonie. Avant de remettre les certificats de reconnaissance, les prix et les or-

dateurs portables aux lauréates, le responsable du département de l'Éducation a salué cette initiative d'une grande importance. Il a souligné que de telles actions ne font que renforcer les efforts déployés par l'État en matière d'éducation pour tous, et en particulier pour l'éducation des filles, qui connaît des avancées remarquables dans le système éducatif malien. « L'occasion pour moi de saluer et remercier l'IAFK au nom des plus hautes autorités de la transition pour l'organisation et la réussite de cette 2ème édition de

remise de prix de l'initiative Assitan N'Fagnanaman KONÉ (IAFK)», a-t-il déclaré avec force.

Le point culminant de la cérémonie a été la remise de cadeaux et de certificats aux lauréates. La photo de famille a marqué la fin de cette cérémonie de reconnaissance, de mérite et d'excellence.

Ibrahim Sanogo

## Protection de l'environnement : Les populations de Sanso dénoncent la dégradation de l'environnement

**A** quelques encablures de la COP28, des voix s'élèvent dans le cadre de la protection de l'environnement. Ces actions visent à contribuer à la prise en compte des préoccupations des communautés lésées de leurs droits dans le cadre de l'implantation des industries extractives à Sanso. Les recommandations du comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM-Afrique) et les réactions de quelques acteurs de la communauté de Sanso.

Il existe une « dette écologique » que les pays riches et les élites doivent aux peuples pauvres en raison de l'impact environnemental et du pillage des ressources que les dynamiques coloniales et néocoloniales ont infligé à leurs territoires et communautés. Cette dette écologique s'accumule par des échanges écologiquement inégaux, la biopiraterie, les dommages causés par les exportations toxiques et l'utilisation disproportionnée des puits et des réservoirs de carbone. La « dette climatique » est une dette historique que la plupart des économies polluantes ont acquise en raison de leur contribution disproportionnée aux émissions de carbone et autres émissions de gaz à effet de serre. De

plus, lorsqu'un pays a du mal à rembourser ses dettes insoutenables, il peut rechercher des options qui incluent l'exploitation de ses ressources naturelles, notamment les combustibles fossiles, les mines ou les forêts, afin d'augmenter les exportations et donc les revenus, qu'il utilisera ensuite pour rembourser ses dettes. Ceci, à son tour, contribue davantage au changement climatique en facilitant, par exemple, la désertification.

Le FMI a analysé 11 cas de « catastrophes naturelles » dans les pays en développement entre 1992 et 2016, avec un pourcentage de dommages par rapport au PIB. Les résultats montrent que la dette publique est passée d'une moyenne de 68% du PIB l'année de l'événement climatique extrême à 75% du PIB. Le Malawi a une dette qui représente 2/3 de son PIB, au lieu que le gouvernement canalise des finances vitales pour reconstruire et se relever après le cyclone Freddy, qui a déplacé plus d'un demi-million de personnes et détruit des bâtiments, des routes et des maisons, il est obligé de rembourser d'anciens prêts. Le financement climatique ne doit pas être considéré comme une œuvre cari-

tative ou une aide, mais comme une obligation morale, une restitution et un remboursement d'une dette climatique existante.

Taroba Mariko, femme transformatrice : Nous souhaitons que les autorités du pays offrent de l'emploi à nos enfants parce que toutes nos terres cultivables ont été détruites par les produits toxiques de la mine. Nous invitons les pouvoirs publics à s'impliquer davantage pour des solutions pérennes. Il est nécessaire que les autorités publiques nous aident à renforcer le système éducatif dans la commune de Sanso afin de prévenir l'exode rural de nos enfants.

Djeneba Doumbia, femme transformeuse : En général, nous cultivons du riz et de l'arachide. Cependant, la plantation d'arbres est considérée comme une activité réservée aux hommes. Nous souhaitons informer nos populations afin que tout le monde soit sur un pied d'égalité en termes d'information. La mine a causé d'énormes dégâts à nos champs et à nos animaux. Nous recherchons l'aide de toute personne bienveillante pour atténuer les souffrances de nos populations.



Youssef Solo Mariko, cultivateur : L'exploitation de la mine a beaucoup pollué nos puits, alors que de nombreuses personnes boivent l'eau de ces puits dans nos régions. De nombreux animaux ont également perdu la vie à cause de cette eau polluée. Pour accéder aux champs, nous sommes obligés de marcher dans ces eaux polluées. La mine a causé de nombreux dégâts dans nos villages. Aujourd'hui, nous demandons réparation des préjudices causés par la mine. Nous souhaitons que les autorités maliennes nous aident à faire valoir notre droit à la justice.

Cheick Oumar Mariko, animateur à la radio de Sanso : Ce type de rencontres doit être pérennisé. Nous savons tous que la mine a détruit l'environnement de Sanso. Quel sera l'apport des populations de Sanso dans la lutte contre le changement climatique ? Nous souhaitons que les autorités de l'État s'impliquent pour trouver une solution favorable à nos problèmes. La population de Sanso a beaucoup souffert ces der-

niers temps.

Mamadou Togola, cultivateur : Nous souhaitons avoir des projets qui nous aideront à transformer les déchets de l'usine. Les propriétaires de la mine doivent payer les dommages causés. Beaucoup de nos cultures sont détruites et nos puits et mares sont pollués. Si rien n'est fait, dans quelques années, Sanso sera condamnée. Nous lançons un appel au Colonel Assimi Goita et à son gouvernement pour qu'ils viennent en aide aux victimes des produits toxiques de la mine.

Thièfin Bagayoko, chauffeur : Les propriétaires de la mine proposent de nombreuses formations, mais elles ne sont pas utiles. Après la formation, les personnes formées ne sont pas utilisées dans les travaux de la mine. Ils préfèrent recruter ailleurs. Les habitants de Sanso doivent éviter le parasitisme, tout le monde veut travailler dans la mine alors que nous sommes tous des agriculteurs et des éleveurs.

Nous souhaitons que les autorités maliennes nous aident dans cette direction. Dans la vie, il faut toujours éviter l'argent facile. Nous avons des pratiques anciennes qui sont les feux de brousse. Ces pratiques dévastent nos forêts plus que la coupe de bois.

Aminata Mariko, femme formatrice : Nous souhaitons être aidés pour valoriser les produits locaux afin d'offrir des emplois aux femmes de Sanso. Nous souhaitons obtenir des financements dans cette optique. Nous souhaitons également que l'État mette l'accent sur l'éducation de nos enfants. Les femmes constituent une couche très vulnérable. La mine a causé d'énormes dégâts à l'environnement de Sanso. Il est nécessaire que le gouvernement nous aide à indemniser les victimes des déchets toxiques déversés dans les champs des populations de Sanso.

■ Ibrahim Sanogo avec Mamadou Komina



## Levée de fonds en faveur des victimes des attaques : L'ADC Bourem se mobilise

L'Association pour le Développement du Cercle de Bourem (ADC-Bourem) a tenu une assemblée générale dans le but de lancer une collecte de fonds pour venir en aide aux populations civiles et militaires victimes des attaques perpétrées par le bateau «Tombouctou» à Bourem et Bamba les 7 et 12 septembre 2023. Cette déclaration a été faite le vendredi 22 septembre 2023 au Mémorial Modibo Keita par Abdrahamane O Touré, Président de l'association.

C'est dans une salle comble que les ressortissants de Bourem ont exprimé leur solidarité envers les victimes civiles et militaires des cercles de Bourem et Bamba. L'objectif de cette assemblée est de solliciter des contributions financières, de

solidarité et du soutien envers les forces armées FAMA et les victimes civiles et militaires des attaques perpétrées par le bateau «Tombouctou», le Camp FAMA de Bamba et la ville de Bourem.

Selon Abdrahamane O Touré, «dans notre tiroir de Bourem, il a toujours existé une cohésion, un vivre ensemble, une grande capacité de résilience, tous ancrés dans notre tradition ancestrale, soutenus par le principe que chaque Sonrai a son Tamasheq et chaque Tamashek a son Sonrhai. Une vie nomade trouve son prolongement sédentaire et chaque vie sédentaire trouve son prolongement nomade au rythme des saisons.» Il affirme que cette assemblée générale s'inscrit parfaitement dans le thème de la semaine natio-

nale de la réconciliation : «Ensemble, engageons-nous pour relever le défi d'une paix durable».

L'attaque du bateau «Tombouctou», qui transportait principalement des populations civiles, ainsi que du Camp de Bamba et de la ville de Bourem, respectivement les 7 et 12 septembre 2023, perpétrée par des groupes armés terroristes, a causé de nombreuses pertes en vies humaines et des blessés, mettant ainsi à l'épreuve la cohésion sociale et le vivre ensemble, a déclaré le président de l'association, Abrahamane O Touré. Il a salué la décision du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, d'annuler les festivités du 63ème anniversaire de l'indépendance du Mali et d'allouer les fonds prévus pour la célébration à la prise



en charge des victimes.

Les ressortissants du cercle de Bourem et de Bamba doivent unir leurs efforts afin de collecter des fonds pour soulager les victimes civiles et militaires durement touchées. Il a également lancé le même appel aux ressortissants vivant à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La marraine de la cérémonie, Madame Haïdara Aïchata Cissé, membre du Conseil National de la Transition (CNT), a ap-

pelé les ressortissants à contribuer de ce qu'ils ont reçu de Dieu pour aider la population et a exprimé toute sa compassion envers les victimes. Des représentants de certains services et particuliers ont remis de l'argent liquide et des chèques à l'association pour atteindre l'objectif fixé. La marraine a remis cinq millions de FCFA. Des témoignages sur la coexistence dans le cercle de Bourem ont permis d'éclairer les

participants. Le représentant du maire de la Commune III du District de Bamako, Issa Niambélé, a réitéré le soutien des responsables communaux à l'ADC-Bourem dans son discours de bienvenue. Un compte Orange Money a été mis à la disposition de la population. Des prières ont été formulées pour les victimes.

■ Ibrahim Sanogo

## Mines : FER-Mali déterminé à valoriser l'or pour le peuple malien

**E**ngagé dans un combat noble et essentiel, le Front pour l'émergence et le renouveau du Mali (FER-Mali) souhaite que les richesses minières et autres bénéficient aux Maliens. Afin de sensibiliser tant au niveau national qu'international sur leur lutte en faveur du peuple, le FER-Mali et ses partenaires organisent régulièrement des retrouvailles sous forme de symposium. C'est dans cette optique qu'ils ont récemment organisé la deuxième édition du symposium sur la loi relative au contenu local dans le secteur minier au Mali, qui s'est tenu au Centre international des conférences de Bamako (CICB).

En poursuivant leurs missions, le FER-Mali et ses alliés ont remporté une victoire dans leur combat. En effet, la situation dénoncée depuis longtemps concernant les pertes subies par l'État malien dans le secteur minier a été résolue cette année. Cela est dû à l'adoption et à la promulgation de la loi N°2023-04 du 29 août 2023 relative au contenu local dans le secteur minier.

Pour discuter du contenu de cette loi, le FER-Mali a invité lors du symposium des juristes éminents, des entrepreneurs et des experts du

domaine minier. Ils ont ainsi profité de cette journée pour examiner le contenu de cette loi, récemment adoptée par les autorités de la transition. Le président du FER-Mali, Sory Ibrahima Traoré, a déclaré : « Cette loi est désormais la clé de voûte du nouveau code minier en vigueur en République du Mali, permettant au pays d'obtenir plus de 30% des revenus de l'exploitation des ressources minières. »

Les échanges lors de ce symposium ont également permis aux participants de tenir des panels sur des questions relatives aux Maliens établis à l'étranger, à la contribution des travailleurs dans les mines, ainsi qu'au renforcement et à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur minier du pays, a ajouté M. Traoré.

Le président du FER-Mali a souligné que le chemin vers la victoire a été difficile, parsemé d'obstacles. Cependant, il n'a jamais douté de la justesse de leur vision et de la présence de Maliens conscients qu'il est possible de donner à ce pays une pleine souveraineté économique en exploitant au mieux ses ressources minérales. Il a également précisé que la lutte pour l'adoption de

cette loi a commencé en juillet 2021, à une époque où le pays était encore soumis aux sanctions économiques et financières de l'UEMOA et de la CEDEAO. Pour cela, FER-Mali et ses partenaires ont réfléchi après avoir découvert que plus de 3000 milliards de francs circulaient chaque année dans le secteur minier. Selon Sory Ibrahima Traoré, face à cette situation, FER-Mali a estimé que la pleine souveraineté économique du pays pourrait devenir une réalité à condition que la majeure partie de cette richesse reste au Mali. Par conséquent, le groupe a jugé nécessaire d'élaborer un manifeste pour la souveraineté économique du pays. Cette initiative a été réalisée en collaboration avec des experts juridiques, des experts minières et des communicateurs. Le manifeste a été présenté à l'opinion nationale et aux plus hautes autorités du pays le 22 septembre 2021. De plus, toutes les zones minières ont été visitées pour les besoins de la présentation du manifeste.

M. Traoré a également précisé que l'adoption de la loi sur le contenu local a été rendue possible grâce au soutien du Président de la transition, le colonel Assimi Goïta, et des membres du CNT. Le président de





FER-Mali s'est réjoui de cette adoption et a invité les participants au symposium à transformer cette législation en une opportunité pour tous les Maliens.

Le président de l'Association des commerçants et prestataires miniers au Mali, Aliou Traoré, a salué l'approche de FER-Mali. Au nom de l'ACPM, il s'est engagé à promou-

voir le secteur et à accompagner les sociétés et entreprises minières du pays.

■ Ki-Zerbo

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com  
Site:www.malikile.com





**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL  
GRATUIT**

**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Depuis son exil : Dr Boubou Cissé conseille une concertation nationale

Dans un long message, publié le vendredi 29 septembre 2023, l'ancien et dernier Premier ministre du président déchu Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) a appelé les autorités maliennes de la Transition à une concertation nationale pour que le Mali retrouve la voie de la stabilité. « Il est urgent d'accélérer la réunion de toutes les intelligences et de toutes les expertises du Mali pour s'engager à partir de maintenant à résoudre ensemble les problèmes du pays », a-t-il lancé. Lisez l'intégralité de sa déclaration.

**« GOUVERNANTS DU MALI, APPELEZ A LA CONCERTATION NATIONALE ».**

« Comment meurent les géants ? Il y eut une fois, un peuple de géants, fiers et forts, à qui la providence avait tout donné. Dès que la terre se dénudait, quand l'herbe commençait à se faire rare dans la zone où ils s'étaient installés, les géants partaient ensemble et transhumaient avec leurs troupeaux à la quête d'eau et de pâturages abondants. Un jour, ils trouvèrent sur leur chemin un énorme rocher qui leur barrait la route.

Un premier géant s'avança devant l'obstacle et tenta de le pousser tandis que les autres le regardaient faire. Malgré sa force, il ne put déplacer le rocher. Un deuxième géant s'avança à son tour et lui aussi s'épuisa à essayer de dégager la voie. L'un après l'autre, chacun des géants essaya mais aucun ne réussit seul à dégager le chemin qui menait aux verts pâturages. Les jours passèrent, chaque jour les géants se succédèrent devant le rocher, ils s'épuisaient un à un tandis que les autres observaient. Sans eau ni fourrage, les bêtes



moururent et bientôt les géants périrent à leur tour.

**Tel est le récit que quelqu'un pourrait raconter demain sur le peuple du Mali, si nous ne tentons pas ensemble de libérer le chemin de notre destinée.**

Le 25 septembre dernier, le gouvernement a annoncé le report de la présidentielle prévue en février 2024 et l'annulation des législatives prévues à la fin de 2023. Deux élections qui devaient marquer le

retour à une vie constitutionnelle normale afin que les citoyens et les citoyennes du Mali décident ensemble des réponses à apporter à la crise multidimensionnelle et complexe à laquelle le pays fait face. Or, il est urgent d'accélérer la réunion de toutes les intelligences et de toutes les expertises du Mali pour s'engager à partir de maintenant à résoudre ensemble les problèmes du pays : vivre ensemble, vivre en paix et offrir des opportunités d'épanouissement à tous les

enfants du Mali.

**C'est pourquoi, aujourd'hui, j'encourage vivement les autorités du Mali à appeler à la concertation nationale.** Nous avons besoin d'une concertation qui rassemble les partis politiques, les acteurs économiques, les syndicats de travailleurs, les organisations patronales, les associations, les représentants de la société civile, les leaders religieux, communautaires et traditionnels, les leaders d'opinion... **ce rassemblement de l'ensemble des forces vives maliennes est plus que jamais nécessaire.** Dans l'impasse politique où nous nous trouvons désormais, il devient urgent de réunir et d'associer ces forces vives maliennes de manière à ce que chacun dise ce qu'il peut faire avec ce qu'il sait faire.

**Nous gagnerions tous à organiser cette concertation nationale :**

- **Parce qu'à l'heure où nous parlons, notre cohésion nationale se disloque.** La résurgence de conflits armés entre nous, Maliens et Maliennes, met en péril notre avenir en tant que Nation, en

tant que peuple, un et indivisible. Et dans l'immédiat aggrave l'insécurité, les difficultés économiques, les difficultés sociales... tous ces problèmes auxquels nos concitoyens sont confrontés.

- **Parce que nous avons à revenir comme nous l'avons décidé à l'ordre constitutionnel. Or, ce retour à la vie constitutionnelle normale implique de réengager dès maintenant tous les acteurs clés du Mali et de sa diaspora dans la définition de la politique du pays.**
- **Parce que les énormes défis auxquels le Mali fait face aujourd'hui relèvent de la responsabilité de tous ses fils et de toutes ses filles.** Considérer que seules les autorités ont la charge de dégager les obstacles qui entravent notre chemin, serait une erreur fatale pour tous. Dans notre patrie, il n'y a pas les uns d'un côté et les autres de l'autre.
- **Parce qu'enfin, l'union fait la force.** Chaque Malien a besoin de tous les autres et

le Mali a besoin de tous ses enfants. C'est de l'entraide, de la coopération, de la solidarité que viendra notre salut.

**Nous avons plus que jamais besoin de cette concertation nationale pour nous comporter non plus comme des patients mais comme des docteurs de la destinée du pays.** Car, contrairement au patient qui attend qu'un remède arrive, un docteur est d'abord un poseur de questions qui cherche des éléments de réponse à la question de savoir si et comment soigner. Nous rapprocher les uns des autres, c'est **exploiter l'intelligence et l'expertise de chacun afin de sortir de l'incertitude.** Nous avons à aborder ensemble les bonnes questions pour aider à **fixer les caps d'ici au retour de l'ordre constitutionnel.**

Gouvernants du Mali, appelez à la concertation nationale avec les forces vives du pays, Organisons-là ensemble pour que vive le Mali. »

**Dr Boubou Cissé, Ancien Premier Ministre Binadjan Doumbia**

## Transition : « Sans limite et sans fin »

**Faudrait-il sortir élégamment de la transition ou sortir de manière « apaisée et sécurisée » ? Loin des débats de jésuites politiques, le gouvernement de la transition a tranché : ce sera à son rythme et dans le respect de la constitution, des lois maliennes et dans l'intérêt supérieur du peuple malien. Que devient le sacro-saint engagement « souscrit devant le peuple et la communauté internationale » pris par les autorités de la transition, rappellent les acteurs politiques, une fois encore, mis devant le fait accompli ?**

**L**e report des élections, et sub-séquemment, la prorogation de la transition a occupé les cogitations et discours politiques tout au long de la semaine écoulée, notamment de ce week-end.

Pour tous les partis qui se sont exprimés sur le sujet, après la décision unilatérale du gouvernement de transition, il urge que le dialogue

s'instaure avec la classe politique et la société civile en vue de parvenir à un consensus pour une question éminemment politique et qui intéresse la vie de la nation. La charge contre le gouvernement de transition est à deux tonalités. Ceux qui désapprouvent ouvertement et ceux qui actent même sans prendre acte. Entre les deux extrêmes, il y

a ceux, sans calcul certainement, comprennent la décision du gouvernement, même s'ils ne disent pas qu'il ne l'approuve pas.

### Ceux qui actent sans acter

Le plus grand nombre de partis et d'associations qui prennent acte, saluent ou font des propositions en vue d'un sursaut national pour





une issue heureuse de la Transition. Certains préconisent même “le manger ensemble” pour une belle oraison funèbre de la transition.

Au nombre de ceux-ci l'Association malienne de droit public (A.M.D.P) qui «croit fermement que pour une fin heureuse de la Transition, il urge, aujourd'hui plus que jamais, d'ouvrir, sur la base d'un accord politique consensuel, la gestion de l'État aux forces politiques jusque-là tenues à l'écart».

Tout en dénonçant dans un communiqué publié le 27 septembre 2023 «une Transition à durée indéterminée», l'Association malienne de droit public (A.M.D.P) « considère que cette énième prolongation de la Transition, et dans ces conditions, conforte malheureusement le soupçon qui pèse sur les autorités de la Transition de vouloir s'incruster au pouvoir et de retarder autant que possible le retour à l'ordre constitutionnel ».

C'est pourquoi, elle estime que le report aurait dû faire l'objet d'une concertation avec l'ensemble des acteurs politiques et la société

civile et trouver place dans une adresse solennelle du Président de la Transition appelant à l'union sacrée pour sauver le Mali.

Pour une fin heureuse de la Transition, elle invite toutes les forces patriotiques et démocratiques à user de toutes les possibilités légales qui leur sont ouvertes pour aider les autorités de la Transition à prendre cette option qui est aujourd'hui la seule voie sûre du retour à l'ordre constitutionnel et du rétablissement de la démocratie.

La grande Adéma-Pasj qui aura attendu ce samedi 30 septembre 2023 pour prendre position, tout en prenant acte de la décision du Gouvernement de la transition, trouve «que ce report consacre une nouvelle prolongation de la Transition, même si le gouvernement réaffirme sa volonté “d'effectuer un retour à l'ordre constitutionnel apaisé et sécurisé” » et tout en regrettant cette décision unilatérale du Gouvernement qui, selon elle, devrait faire suite à des concertations et négociations avec tous les acteurs de la vie socio-politique, en vue de parvenir à un consensus politique

national, «l'Adéma-PASJ prône un sursaut national de toutes les filles et tous les fils de la Nation, afin de sortir définitivement de la Transition, dans un schéma crédible, apaisé, inclusif et sécurisé.

Le Parti de l'Abeille solitaire propose aux autorités de la Transition d'activer, le cadre de concertation avec la classe politique et tous les autres acteurs de la vie socio-politique nationale, ainsi que les partenaires de la Communauté internationale, pour poursuivre les échanges, en vue de parvenir à un chronogramme électoral acceptable et réaliste, permettant d'organiser des élections générales démocratiques, inclusives, transparentes et sécurisées, à date.

Le Parti du Tisserand est l'une des seules formations politiques surpris par l'annonce du report des élections. «En attendant d'en savoir plus, le RPM exprime sa profonde inquiétude et son étonnement de voir que le cadre de concertation mis en place pour un dialogue entre le Gouvernement et les partis politiques n'ait pas été impliqué dans le processus de cette importante

décision».

Dans un communiqué daté du 26 septembre 2023, le RPM qui croit savoir qu'il s'agit en fait d'une prolongation de la Transition «note que le processus de Transition politique du Mali est complexe, multi-acteurs et difficile. Sa conduite nécessitait une inclusion plus large, une gestion politique et technique plus efficace, un dialogue plus dynamique et de l'anticipation. Sans tancer outre mesure les autorités, il les exhorte, encore une fois, à travailler à unir davantage les acteurs politiques pour une sortie heureuse de la Transition au bénéfice du bonheur des maliens.

La Convergence de l'honorable Moussa Timbiné dans un communiqué du 27 septembre 2023 tout en estimant que le report aurait pu faire l'objet de large concertation avec la classe politique, la société civile et les services techniques en charge de l'organisation des élections, trouve que «pour une démarche plus inclusive et consensuelle, le Parti La Convergence invite le gouvernement à élargir la rencontre qu'il envisage avec l'AIGE, aux acteurs de la classe politique et de la société civile. Les conclusions qui sortiraient de ces échanges, pourraient être portées par l'ensemble du peuple malien. »

Si l'URD regrette la forme de cette annonce, le cadre d'échange entre le ministère de l'administration territoriale et les Partis politiques étant mieux indiqué pour informer la classe politique, elle sollicite l'implication du Président de la Transition en vue de créer les conditions d'un large consensus au sein de la classe politique et d'assurer la cohésion de toutes les Forces Vives de la Nation.

Comme beaucoup de partis, elle souhaite un nouveau chronogramme dans les meilleurs délais et réaffirme son soutien pour la réussite de la transition pour un Mali uni et en paix.

Dans un communiqué diffusé le 26 septembre, l'Alliance du 22 septembre, Faso Djo Kan, exprime sa satisfaction pour le léger report dé-

crété par le gouvernement. Tout en se réjouissant de la position des autorités de la transition qui consiste à organiser uniquement l'élection présidentielle pour amorcer le retour à un ordre constitutionnel, laissant le soin aux nouvelles autorités de fixer un calendrier pour les autres élections, il salue le langage de vérité de celui-ci et son engagement ferme à organiser des élections crédibles et transparentes en nettoyant le fichier électoral de toutes ses aspérités afin de permettre à nos concitoyens de participer convenablement au scrutin.

Les préoccupations liées au contexte sécuritaire auraient pu et dû largement faire consensus et justifier le report des élections sans coup férir. Comme les autres partis, le DPM déplore l'absence de concertation. Mais devant le fait accompli, en patriote et très consciencieux de la souffrance du Peuple malien, très soucieux de l'avenir et le devenir des générations présentes et futures, le parti les Démocrates Progressistes du Mali (DPM), en prend acte et invite, une fois de plus, les autorités militaires de la transition malienne de sortir de ces démarches solitaires qui, dit-il, ne les amèneront nulle part.

De son exil lointain, l'ancien Premier ministre le Dr Boubou Cissé qui n'a pas, à notre connaissance, présenté ses condoléances au Peuple malien et aux familles des victimes, suite à l'attaque du bateau Tombouctou, le 7 septembre dernier, lance un appel aux autorités pour la tenue d'une concertation nationale qui rassemblerait les partis politiques, les acteurs économiques, les syndicats de travailleurs, les organisations patronales, les associations, les représentants de la société civile, les leaders religieux, communautaires et traditionnels, les leaders d'opinion... en vue d'un retour concerté et consensuel «à une vie constitutionnelle normale »

Car, estime-t-il, dans l'impasse politique où se trouve désormais le Mali, où notre cohésion disloque avec la résurgence des conflits armés, il devient urgent de réunir et d'associer ces forces vives maliennes de

manière à ce que chacun puisse dire ce qu'il peut faire avec ce qu'il sait faire. Parce que les défis auxquels notre pays fait face relèvent de la responsabilité collective de tous ses fils et de toutes ses filles.

### Ceux qui disent un non clair

Toutefois, une poignée de formations politiques à l'instar de l'Asma-Cfp de feu Soumeylou Boubèye Maïga ; Yelega de l'ancien Premier ministre Moussa Mara ; et la Coordination des organisations de l'appel du 20 février pour sauver le Mali estiment qu'il y a duperie sur la marchandise.

Ces partis dénoncent, à l'instar de l'Asma-Cfp, le manque d'anticipation, l'incompétence de ses hommes et leur refus d'honorer leurs engagements contractuels avec des partenaires censés produire les documents électoraux des autorités de la transition. Cette nouvelle prolongation préméditée qui, disent-ils, viole la Charte de la transition, n'a fait l'objet d'aucune discussion interne entre les forces vives de la nation, et donc est loin d'être une décision consensuelle.

Pour cette voix discordante, des concertations de façade effectuées dans le Cadre de Concertation Nationale motivées uniquement par la détermination des autorités de la transition de légitimer, sur le dos des Maliens, leur décision de prolongation pour une seconde fois du délai de la transition ne peuvent être opposable aux partis.

Pour un parti comme Yéléma, les autorités de la transition gagnerait «à unir davantage les Maliens, dans la vérité et dans la transparence sans lesquelles elles hypothéqueraient une grande partie du travail qu'elles estiment abattre pour un Mali libre, respecté et de progrès».

« L'Asma – CFP perçoit à travers ces reports une seule finalité qui est la prorogation de la durée de la Transition (...) une durée sans limite et sans fin de la Transition » dit un communiqué du parti daté du 29 septembre 2023.

Toutes choses qui pourraient «remettre en cause les engagements



souscrits, aussi bien vis-à-vis des maliens que vis-à-vis des partenaires du Mali et de la communauté internationale » et qui discrédite la parole publique et qui, hélas, a par ailleurs pour conséquence d'exposer aux sanctions le Mali et les Maliens. C'est pourquoi, le parti de la Convergence des forces patriotiques « désapprouve cette prorogation de la Transition qui ne manquera pas de diviser le Mali et les Maliens ».

Dans un communiqué publié le 26 septembre, la Coordination des organisations de l'appel du 20 février pour sauver le Mali dit rester intransigeante sur le respect du 04 février 2024 pour organiser le 1er tour de la présidentielle et tenir, s'il y a lieu, le 2e tour de la présidentielle le 18 février 2024, mettant ainsi définitivement fin à la Transition. Tout report, dit-elle, en dehors de ces dates conduirait la Coordination à tirer toutes les conséquences qui s'imposent.

### Ceux qui comprennent sans être d'accord

Entre les deux courants, les modérés tentent de tenir l'équilibre. Ils dénoncent la décision outrageuse et unilatérale de reporter les élections et l'échéance de la transition tout en rappelant l'impérieuse exigence de respecter les engagements dans la mise en œuvre du chronogramme devant aboutir au retour à l'ordre constitutionnel, notamment ceux contenus dans la charte de la transition pour sortir dignement et hautement de cette transition par un retour à l'ordre constitutionnel normal.

C'est dans ce cadre consensuel que le Comité Stratégique du M5-RFP-Mali Kura propose aux autorités de la transition d'engager un dialogue sincère et franc avec l'ensemble des partis politiques, y compris la société civile pour trouver un compromis à minima sur le chronogramme restant et les autres aspects de l'organisation de l'élection présidentielle dans le délai.

Après 3 ans de transition, le parti AFD dénonce une « transition sans fin et sans résultats tangibles sur

les questions sociales, politiques et même de construction de paix et d'unité nationale ». D'où son regret de cette « décision de report non consensuel en l'absence de toute concertation, et sans date indicative, ni avec la classe politique, ni avec l'organe de gestion des élections (AIGE) encore moins avec la CEDEAO ».

Toutefois, le parti des patriotes, devant cette escalade de violence et d'incertitude, appelle à des échanges entre les forces vives (classe politique, société civile, religieux et leaders traditionnels) avec les autorités de la transition pour un dialogue de haut niveau sur la réussite de la transition dans un Mali apaisé par une décision partagée.

Le Parti du Bélier blanc regrette que le report ait été décidé sans aucune concertation préalable avec les acteurs politiques et la société civile. Avec la volonté politique, certaines des raisons techniques évoquées pour justifier ce report pouvaient être évitées, notamment par la relecture de la loi électorale et la gestion de « la prise en otage » du RAVEC, laisse entendre le Parena. Cependant il « espère que le report de la présidentielle sera l'occasion d'une plus grande responsabilisation de l'AIGE et d'une plus grande implication des partis politiques et des organisations de la société civile impliquées dans le processus électoral ».

Sans l'égratigner le Parena exhorte le gouvernement à éviter les méthodes solitaires et unilatérales lorsqu'il s'agit du processus électoral.

C'est pourquoi, au lieu de demander au ministère de l'Administration de convoquer le cadre d'échanger comme l'ont préconisé certains partis, le Parena invite l'autorité indépendante de gestion des élections à s'assumer en convoquant un cadre de concertation pour discuter de la situation créée par l'annonce unilatérale du report de l'élection présidentielle.

### Une contrevérité...

Il ressort de la plupart des narratifs

que le gouvernement s'est engagé devant les Maliens, devant la CEDEAO et la Communauté internationale sur le chronogramme. Ces affirmations ne sont sous-tendues par aucune preuve et ne correspondent malheureusement à la vérité des faits. Le 9 janvier 2022, notre pays a été injustement sanctionné parce qu'il n'était pas parvenu à un accord. Nous avons fait 7 mois d'embargo sans accord.

C'est en toute souveraineté, et en toute indépendance, que le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta a pris le Décret n° 2022-0335/PT-RM du 6 juin 2022 fixant la durée de la transition à 24 mois à compter du 26 mars 2022. Pour preuve, dès le lendemain, 7 juin 2022, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a regretté le décret pris par le président de la transition. « La Cédéao regrette que cette décision ait été prise à un moment où les négociations se déroulent encore, en vue de parvenir à un consensus », avait indiqué l'organisation sous-régionale.

En désespoir de cause, comme beaucoup de partis politiques, face à la décision de report, la CEDEAO avait pris acte de la signature dudit décret.

Et le communiqué de la CEDEAO conclut : « le médiateur de la Cédéao poursuivra les échanges avec les Autorités du Mali, en vue de parvenir à un chronogramme mutuellement acceptable de transition, permettant d'assurer un soutien de la Cédéao ». Le médiateur Goodluck de la CEDEAO qui tablait sur 18 mois de transition convenues lors des concertations nationales maliennes du 10 au 12 septembre 2020 est-il parvenu à un nouveau chronogramme autre que celui du décret du 6 juin décidé par le président de la transition ? Où est l'accord entre le Mali et la CEDEAO ? Où est l'engagement du Mali envers la CEDEAO et la Communauté internationale ?

Donc, dire que les autorités s'étaient engagées sur la durée de la transition ne correspond pas à la vérité.

### ...Une controverse

De l'unilatéralité de la décision, il convient aussi de s'accorder sur les mots. Selon le témoignage du M5-Mali Kura, «il faut rappeler que face aux difficultés et le retard accusé dans l'organisation des élections, conformément aux engagements pris devant le Peuple malien et les organisations internationales, les autorités avaient consulté les partis politiques et les organisations de la société civile pour avis sur la tenue du processus électoral dans le délai imparti. Aucune suite n'a été donnée à cette consultation.

Par conséquent, les autorités ont plutôt opté pour un refus d'associer les partis politiques et autres organisations spécialisées dans le domaine électoral dans la mise en œuvre du chronogramme et cela dès sa validation par la CEDEAO et le reste de la communauté internationale».

Donc, concertations, même a minima et même biaisées, il y a eu entre la classe politique et le gouvernement qui a bien fait l'objet de la synthèse de cette concertation. Le quotidien des sans voix en avait fait écho le mercredi 9 août 2023 sous le titre de « Vers une prorogation de la transition ».

Pour corroborer notre propos, nous vous livrons un extrait des propos introductifs de la conférence de presse unitaire des partis EDR, MME et de AREMA tenue ce samedi à la maison de la presse :

«Conscientes du fait que la période de transition serait obligatoirement sanctionnée par l'organisation au moins de l'élection présidentielle, les autorités de la transition, après de larges concertations avec la classe politique et la société civile, avaient adopté en juin 2022 un chronogramme du processus électoral qui prévoyait l'organisation des élections générales, référendaire et locales au plus tard en février 2024.

En dépit des difficultés endogènes et exogènes, notre pays a pu se doter d'une nouvelle constitution en juin 2023 marquant du coup l'avènement de la 4ème République. Le

décalage constaté dans l'exécution du chronogramme lors de l'organisation dudit scrutin référendaire a obligé les autorités de transition à consulter la classe politique et la société civile sur la mise à jour dudit chronogramme. À cet effet, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a transmis une correspondance à toutes les parties prenantes à l'effet de recueillir leurs propositions écrites sur la suite du processus électoral. Cette consultation a été sanctionnée par la réunion du cadre de concertation des partis politiques avec le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui s'est tenue le 08 août 2023 au cours de laquelle une synthèse des propositions reçues a été présentée par le ministère. C'est faisant suite à cette démarche républicaine, inclusive et compte tenu des problèmes techniques avérés et de l'incidence des mesures législatives et réglementaires à adopter en vue de les circonscrire, que le Gouvernement a pris la décision de n'organiser que l'élection présidentielle pour marquer la fin de la transition en laissant le soin au nouveau Président élu de poursuivre le processus électoral relativement aux autres élections».

### Les faits incontestables

Le rappel profitant aux croyants (sourate 51, verset 55), afin de recueillir les suggestions et propositions des politiques sur la suite du processus électoral, précisément le séquençage des scrutins en tenant compte du temps restant avant la fin de la Transition, trois membres du gouvernement avaient rencontré, dans l'après-midi du mardi 8 août 2023, les représentants des partis politiques et de la société civile impliquée dans le processus électoral au Centre de formation des collectivités territoriales (CFCT) sur la route de Kati.

En prélude à la rencontre, le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation avait invité les partis politiques, dans une correspondance en date du 25 juillet 2023, à lui faire parvenir leurs

propositions au plus tard le jeudi 3 août 2023 en vue de leur centralisation et leur exploitation pour la réunion du Cadre de Concertation National. Le mardi 8 août, le Directeur général de l'administration du territoire (DGAT), Abdou Salam DIEPKILE a partagé avec les participants à cette rencontre la synthèse des dites propositions.

Il est ressorti de son exposé que suite à cette correspondance du département 81 partis ont fait 58 propositions qui tournent autour de 17 axes majeurs.

Sur les 17 propositions majeures retenues par les experts du département, 5 tendances qui se dégageaient et se présentaient comme suit :

- proroger le délai de la transition de 3 à 18 mois afin de bien organiser les élections à venir (15 fois) ;
- organiser les élections, conformément au Chronogramme adopté par le gouvernement en juin 2022 (14 fois) ;
- tenir l'élection présidentielle à la date indiquée dans le Chronogramme et coupler les autres élections (12 fois) ;
- organiser les élections en 2024, lorsque les conditions sécuritaires seront réunies (9 fois) ;
- organiser les élections législatives en premier lieu ensuite l'élection présidentielle, et les futures autorités organiseront les autres scrutins (8 fois) ;
- soit un total de 58 propositions.

Comme l'Adéma-PASJ, beaucoup de partis pensent «que pour qu'une consultation électorale soit crédible, apaisée et acceptée, il convient de reconnaître l'importance cruciale des aspects politiques du processus électoral, y compris les rôles à jouer par les autres parties prenantes au processus électoral».

D'accord, pour la poursuite de la concertation, mais nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude.

**Par La Rédaction**  
Source : Info Matin



## Report unilatéral des élections : L'ADEMA, l'URD et le RPM, absents au combat pour la sauvegarde de la démocratie ?

Les autorités de la transition ont décidé de façon unilatérale de reporter les élections au motif que les conditions techniques ne sont pas réunies pour des scrutins transparents et inclusifs. Face au danger qui plane à la fois sur le processus électoral et sur la démocratie, les trois grands partis que sont l'Adema, l'URD et le RPM sont en train de briller par leur absence ou timidité au rendez-vous du combat pour la sauvegarde de la précieuse démocratie.



**A** en juger par leurs communiqués qui ne sont ni tranchants ni intransigeants et qui ne jurent sur le respect du délai imparti pour la transition, on en déduirait qu'il y a soit une complicité ou des calculs politiques. Ces partis ne donnent guère l'impression d'être debout sur les remparts pour dire vigoureusement non à cette entreprise de démolition de ce précieux acquis du 26 mars 1991 qu'est la démocratie, arrachée après plusieurs années de lutte contre la dictature militaire et au prix d'énormes sacrifices. Ces partis du Mouvement démocratique vont-ils réellement louper l'historique rendez-vous de l'honneur et du combat pour préserver la démocratie menacée dans son fondement ? Les héritiers des partis d'Alpha Oumar Konaré, d'Ibrahim Boubacar Keita et de Soumaïla Cissé sont-ils conscients du rôle de guide, qui est le leur, qu'ils doivent jouer pour la préservation et la sauvegarde de la démocratie ?

Créé par des hommes et des femmes qui ont cru en les valeurs démocratiques, l'ADEMA a porté pendant longtemps la casquette de vitrine de la démocratie, pour avoir été le premier parti à accéder au pouvoir après l'avènement de la démocratie multi partisane. Et comme tout grand parti en croissance et au fil du temps et de l'histoire, ce parti a donné naissance à plusieurs autres et ces nouveaux partis n'ont pas véritablement rompu avec les idéaux qui ont sou tenu à la création du parti Africain pour la Solidarité et la Justice. Parmi ces partis qui sont issus de l'ADEMA l'on pourra citer le MIRIA, l'URD, le RPM, l'APR, l'ASMA-CFP, pour ne citer que ces

quelques partis sortis des entrailles du parti de l'abeille et tous sont censés défendre ce précieux héritage légué par leurs prédécesseurs. Les cadets ne sont-ils pas en train de trahir les aînés en étant absents au rendez-vous du combat pour la sauvegarde de la démocratie.

Si nul ne pourrait contester à l'ADEMA la paternité de la démocratie, en tout cas sous sa forme actuelle, le parti d'Alpha Oumar Konaré ne semble pas totalement prêt à se vêtir du manteau impérial de la démocratie en jouant le rôle de leadership qui lui sied aujourd'hui. Avec lui l'URD et le RPM semblent également trainer les pieds au lieu de se diriger à pas de géant vers la place des martyrs pour leur souffler à l'oreille que leur combat pour la démocratie et l'ultime sacrifice qu'ils ont consenti pour son avènement ne seront pas vains, ils adoptent une posture à la fois complaisante et indifférente. L'histoire retiendra que les trois grands partis ont été absents ou semblent adopter une posture complaisante vis-à-vis des auteurs du coup d'Etat dans leur machiavélique projet de destruction de la démocratie.

En effet, les autorités de la transition après avoir confisqué la lutte héroïque du peuple et après s'être engagées dans le chantier de démolition de la démocratie, veulent s'éterniser au pouvoir, c'est pourquoi elles ont reporté sine die et de façon unilatérale les élections censées mettre fin à la transition et signer le retour à l'ordre constitutionnel. Ce report sans aucune concertation des forces vives de la nation ne semble pas passer au sein

d'une certaine classe politique et des mouvements associatifs.

C'est pourquoi conscients du danger qui guette notre démocratie, certains partis politiques et associations ont dit non à la confiscation de la démocratie et exigent le respect du délai imparti pour la fin de la transition. Les figures de proue de cette nouvelle dynamique sont entre autres la CMAS, l'Appel du 20 février, la LCD, la CODEM, l'ASMA CFP, le PARENA. Ces partis et mouvements demandent sans ambages le respect du délai imparti pour la fin de la transition, dans le cas échéant ils proposent une transition civile qui n'aura comme priorité l'organisation des élections crédibles et transparentes pour sortir de cette situation exceptionnelle. Désormais c'est à la guerre comme à la guerre entre les putschistes d'une part et les démocrates d'autre part. Et « honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle »

En somme, le bateau de la démocratie a, certes tangué, semble même prendre de l'eau, mais ne chavirera jamais tant qu'il y aura des hommes et femmes qui croient encore en ses vertus pour gouverner le pays, car jusqu'à preuve de contraire elle reste la seule alternative crédible.

**Youssef Sissoko**  
L'Alternance

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)



## FESTRAKO 2023: La part belle à l'émotion

Pour la septième fois, le Korodougou est en fête. Cette 7<sup>ème</sup> édition présente un caractère particulier dû à la perte d'un baobab et à la restriction des autorités par rapport aux festivités du 22 septembre.



La version simplifiée a débuté par une lecture du noble Coran, suivie de la cérémonie d'ouverture, la présentation de masques et d'artistes.

La grande messe culturelle du Korodougou faite de rencontres, de retrouvailles et de fraternité a tenu toutes ses promesses du 23 au 24 septembre 2023.

Le FESTRAKO a le mérite de célébrer la culture, la cohésion et l'entente dans la commune à travers l'appropriation du festival par le Korodougou, notamment Nampassa en tête le maire Salif Coulibaly.

Durant deux jours, les activités de la septième édition du Festival Traditionnel du Korodougou (FESTRAKO) se sont déroulées. Le jour1 marqué par la cérémonie d'ouverture, avec les mots de bienvenu du chef de village Oumar Coulibaly, de la prési-

dente des femmes Hawa Coulibaly, les allocutions du Président de l'Association pour le développement du village de Nampasso (ADV) Dr Issa Coulibaly, la remise de kits scolaire aux meilleurs élèves du premier et second cycle et la medersa, la chorégraphie avec comme point d'orgue l'hommage à Yaya Couliblay dit Yas Coul, l'intervention de la marraine Mme Tamboura Kadidiatou Sogoba et l'inauguration de la maison des jeunes qui immortalise Yas Coul en portant son nom.

L'après-midi de ce jour1 est dominé par la prestation des masques de Mountèso.

La nuit la température est montée par la prestation d'Aya Coulibaly qui a émerveillé le public jusqu'à minuit pour laisser la place à l'instrument chéri dudit terroir, le balafon.

Le jour2 a fait la part belle aux chan-

sons du terroir suivi d'une prestation de l'artiste de renom international Dabara qui a fait pleurer l'assistance en rendant hommage à son ami Yaya arraché à l'affection de tous. Alors que l'après-midi est consacré aux masques de zeguebougou.

Les festivaliers ont étanché leur soif festive par des prestations de Salia Coulibaly et Dabara pour un deuxième tour

Malgré la joie, la liesse populaire, les découvertes et les retrouvailles, l'Association pour le Développement du Village de Nampasso (ADV) porteuse de ce festival a une grosse épine dans la chaussure c'est à dire le désenclavement à travers le bitumage du tronçon qui relie le village à la route nationale.

**M.Yattara, envoyé spécial**  
L'Alternance

## Burkina Faso

# Le capitaine Traoré n'envisage pas d'élections pour le moment



Les élections au Burkina Faso ne sont pas "une priorité" contrairement à la "sécurité", a affirmé le capitaine Ibrahim Traoré, à la télévision nationale.

Le capitaine a également annoncé une "modification partielle" de la Constitution, un texte qui reflète selon lui "l'avis d'une poignée de personnes éclairées", au détriment

d'une "masse populaire".

Les élections, "ce n'est pas une priorité, ça je vous le dis clairement, c'est la sécurité qui est la priorité",



dans ce pays miné par les violences jihadistes, a répondu Ibrahim Traoré aux journalistes qui l'interviewaient vendredi soir à la Radio télévision burkinabè (RTB).

Si les élections ne constituent pas "une priorité", Ibrahim Traoré a néanmoins ajouté que "notre pari tient toujours" pour organiser un scrutin, sans préciser de date.

Président de la Transition depuis le 30 septembre 2022, il a rappelé avoir déclaré "le premier jour" de sa prise de pouvoir vouloir "faire le minimum de temps possible dans cette lutte".

"Il n'y aura pas d'élection qui va se concentrer uniquement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et dans quelques villes autour, il faut que tous les Burkinabè choisissent leur président", a-t-il affirmé, évoquant les deux villes épargnées par les attaques jihadistes fréquentes.

Interrogé sur l'éventuelle changement de la Constitution, Ibrahim Traoré a estimé que "les textes actuels ne nous permettent pas de pouvoir évoluer sereinement".

"On va toucher à un volet" et faire une "modification partielle" de la Constitution, a-t-il dit, déplorant que le texte ne reflète selon lui que "l'avis d'une poignée de personnes éclairées", au détriment d'une "masse populaire".

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi à Ouagadougou et dans d'autres villes du pays en soutien au régime militaire, appelant à l'adoption d'une nouvelle Constitution.

### TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Interrogé sur la tentative de coup d'Etat dévoilée mercredi par le gouvernement, avant l'arrestation de quatre officiers – deux autres sont en fuite –, Ibrahim Traoré a

évoqué "des individus manipulés", affirmant qu'il n'y avait "pas de malaise" dans l'armée.

Lors de sa prise de pouvoir, Ibrahim Traoré avait notamment invoqué la dégradation de la situation sécuritaire pour justifier ce coup d'État.

Depuis 2015, des violences djihadistes récurrentes ont fait au seul Burkina plus de 17.000 morts et plus de deux millions de déplacés internes.

"Nous sommes en guerre", a déclaré M. Traoré.

Source: <https://fr.sputniknews.africa/>

## L'occident est la cause des mutineries en Afrique : Un ministre Sud-Soudanais

**Ces dernières années, les coups d'État sont monnaie courante en Afrique de l'Ouest. Le ministre Sud-Soudanais des Affaires présidentielles a confié à Sputnik que ces changements de pouvoir brusques sont dus à la politique d'exploitation de l'Afrique par l'Occident. Pour lui, il ne s'agit pas que de prendre le pouvoir.**

**L**es coups d'État en Afrique sont en partie liés à la politique des pays occidentaux, notamment de la France, en Afrique, a déclaré ce 29 septembre à Sputnik Benjamin Marial Barnaba, ministre Sud-Soudanais des Affaires présidentielles.

"La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, surtout les anciens territoires francophones, sont devenus

ceux qui se rebellent aujourd'hui parce que la plupart de leurs ressources très sensibles, telles que l'uranium et autres et leurs économies liées à la France, sont contrôlées par des sociétés françaises et les citoyens de ces pays n'en tirent pas profit", a-t-il indiqué.

Pour lui, c'est ce qui a provoqué la colère dans ces pays, mais aussi

parmi leurs militaires qui pensent que les politiciens encouragent la France à poursuivre cette politique.

Selon le ministre, les pays africains se sont tournés vers la Russie pour obtenir un soutien car ils ressentent le besoin de se défendre contre les pays occidentaux et tentent de jouer sur la confrontation pour l'influence sur le continent entre l'Est



et l'Ouest.

### OPPOSITION AUX COUPS D'ÉTAT

M. Barnaba a assuré que le Sud-Soudan, en tant que membre de l'Union africaine, ne soutient pas le changement de pouvoir dans un certain nombre de pays africains par le biais de coups d'État, mais reconnaît les problèmes de ces pays.

“Nous devons reconnaître qu'il existe de réels problèmes dans ces pays où des coups d'État ont eu lieu. Mais la solution ne consiste

pas simplement à prendre le pouvoir. Ils doivent disposer des systèmes démocratiques parlementaires nécessaires pour résoudre ces problèmes”, a-t-il souligné.

Il a précisé que le Sud-Soudan était membre de l'Union africaine (UA), qui n'encourage et ne reconnaît pas les coups d'État militaires dans aucun de ses États membres.

“Notre position est similaire, car nous sommes membres de cette organisation et nous avons signé un accord pour adopter les politiques de l'UA”, a-t-il conclu.

Les années 2021-2022 ont été marquées par les coups d'État au Mali et au Burkina Faso.

D'autres coups de force ont eu lieu depuis fin juillet au Niger et au Gabon. Il y a également eu des tentatives en Gambie et en Guinée-Bissau ces dernières années.

Le Président du Sud-Soudan, Salva Kiir, est en visite officielle en Russie depuis le 28 septembre.

Source : <https://fr.sputniknews.africa/>



## CAN féminine Maroc 2024: Des scores à la pelle!

A l'instar du Mali, plusieurs autres pays se sont qualifiés au 2e tour éliminatoire de la Can féminine Maroc 2024 avec des scores fleuves infligés à leurs adversaires. A l'heure du bilan, on dénombre au moins de six nations qui ont marqué au moins 10 buts au cours de leur double confrontation.

L'équipe nationale féminine du Mali s'est qualifiée au 2e tour éliminatoire de la CAN Maroc 2024. Les Aigles Dames ont franchi le premier tour en dominant la République centrafricaine. Après leur large victoire de 7-1 à l'aller, les nôtres ont confirmé leur belle forme du moment en s'imposant de nouveau au retour joué le mardi à Bama-

ko sur le score de 3 buts à 0. Les 3 réalisations portent la signature d'Ageïssa Diarra (32'), d'Aïssata Traoré (37') et de Salimata Diarra (58'). Fort d'une double confrontation de belle facture soldée sur le score total 10-1, le Mali crociera le fer avec la Guinée au 2e tour. A noter que les Guinéennes ont écarté leurs homologues de l'île Maurice pour prendre ren-

dez-vous avec les Maliennes.

Par ailleurs, ce premier tour a connu aussi des sensations surprenantes. Le Cameroun, multiple finaliste de la Coupe d'Afrique des Nations Féminine et la Côte d'Ivoire ne feront pas partie des nations qualifiées pour la phase finale de la compétition qui aura lieu au Maroc, en 2024. Les deux sélections ont été éliminées dès le premier tour des qualifications.



**Récapitulatif:****Kenya 1 (4 tab 3) 0 Cameroun (agg 1-1)****But: Shilwatso 75e**

Le rêve de CAN s'achève pour les Lionnes Indomptables. Vainqueur 1-0 lors du match aller, le Cameroun est tombé, par deux fois, face au Kenya. La première, lors du temps réglementaire et ce but de Shilwatso, bien aidée par une faute de main de la gardienne camerounaise et la seconde lors de cette fatidique séance des tirs au but, perdue 4-3. Pour la première fois depuis 1991, le Cameroun ne participera pas à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations féminine.

**Ethiopie 1(3 tab 5) 1 Burundi (agg 2-2)****Buts : R. Asresahegn 19e / S. Niyonkuru 48e**

L'aventure continue pour le Burundi. Après avoir concédé l'ouverture du score, les Hirondelles sont allées chercher leur qualification pour le tour suivant avec les tripes. Plus réalistes et à l'expérience, les protégées de Gustave Niyonkuru se sont montrées plus appliquées lors de la séance de tirs au but.

**Tanzanie 2 (4 tab 2) 0 Côte d'Ivoire (agg 2-2)****Buts: D. Minja 50e, O. Clément 52e**

Véritable épouvantail du football féminin sur le continent, la Côte d'Ivoire rate une nouvelle fois l'occasion de se qualifier pour la Coupe d'Afrique des nations féminine. Après avoir remporté 2-0 la manche aller, les Éléphantines ont chuté devant la Tanzanie.

**Île Maurice 0-3 Guinée (agg 0-11)****Buts : A. Camara 6e, M. Camara 33e 38e**

Après avoir étrillé les Mauriciennes 8-0 lors du match aller, les Guinéennes ont terminé le

travail grâce à une victoire 3-0, à Port Louis.

**Botswana 6-0 Gabon (agg 10-1)****Buts : L. Radiakanyo 6e, O. Gaonyadiwe 10e 30e, N. Baeletsi 40e, K. Dithebe 45+4, L. Gaofetoge 50e.**

Net et sans bavure ! Après une victoire 4-1 remportée à Franceville, le Botswana s'impose une nouvelle fois face au Gabon. Une victoire qui permet aux Zèbres d'affronter le Kenya lors du deuxième de ces qualifications.

**Niger 1-5 Tunisie (agg 1-12)****Buts : A. Hamed 90e/S. Ellouzi 9e 49e, S. Mamay 15e, M. Houij 45+1, S. Zemzem 77e.**

Quart de finaliste de la dernière Coupe d'Afrique des nations féminine, la Tunisie poursuit sa route vers Maroc 2024. Les Aigles de Carthage dames se sont imposées facilement face au Niger.

**Ghana 5-0 Rwanda (agg 12-0)****Buts : A. Kusi 22e 26e 37e, E. Badu 42e, S. Nyamekye 90+3.**

Un nouveau carton pour les Black Queens. Les Ghanéennes n'ont laissé aucune chance aux Rwandaises, après les avoir battues sur leur terrain 7-0 lors de la manche aller.

**Liberia 2-3 Cap Vert (agg 2-6)****Buts : P. Agbotsu 12e, H. Kpan 69e / E. Pereira 10e, A. Gomes 23e, Kleydiana Borges 39e.**

La formation insulaire s'est fait peur mais sera bien de la partie. Dans une rencontre âpre et intense, le Cap-Vert a battu le Liberia 2-3. Parties avec un handicap de 3 buts, les Libériennes cherchent l'ouverture dès le début de la rencontre mais laisse des espaces à leurs adversaires. Face à une défense lacunaire, Evy Pereira trouve l'embut. Agbotsu répare cet impaire et remet les deux à égalité. Plus concentrées, les Capverdiennes enchaînent les

assauts offensifs, Gomes et Borges mettent les Ouest-africaines en orbite. La réduction du score Kpan ne changera pas le sort de ce match.

**Bénin 1-2 République Démocratique du Congo (agg 2-4)****Buts : Y. Gnanmi 5e/M. Kanjinga 32e 34e.**

La République démocratique du Congo doit remercier Merveille Kanjinga. Auteure d'un doublé salvateur, la Congolaise permet aux Léopards dames de composer leur ticket pour le deuxième tour.

**Togo 6-0 Djibouti (agg 12-0)****Buts : S. Woedikou 4e 15e 40e, S. Koudjoukalo 31e 89e, Lucie Gantim 66e.**

En deux matchs, le Togo a marqué 13 buts contre Djibouti sans en encaisser un seul. Une qualification bien méritée pour les Eperviers dames.

Dans les autres matches, le Congo a battu la Guinée-Bissau 2-0 au même moment, la Namibie s'est défaite de la Gambie sur le même score. Ces deux sélections victorieuses verront le deuxième tour. À noter que le Burkina Faso s'est également qualifié pour la suite de la compétition en battant Eswatini 3-0, tout comme l'Égypte qui a disposé du Soudan du Sud 4-0. Match nul entre l'Algérie et l'Ouganda 1-1.

Alassane, avec Cafonline.com

**Les rencontres du deuxième tour****Mali-Guinée****Sénégal-Égypte****Kenya-Botswana****Nigeria-Cap-Vert****Angola-Zambie****Ghana-Namibie****Mali Tribune**





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Lassé par la routine et le comportement de certains collaborateurs, vous avez envie de démissionner pour lancer votre propre affaire. Ne vous laissez pas guider par la colère, elle est toujours mauvaise conseillère. Prenez le temps d'analyser la situation et tournez-vous vers des personnes de confiance pour vous aider dans cette période délicate. Il existe des solutions et vous allez les trouver, gardez patience.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Il est incontestable qu'en ce moment, vous êtes le leader du groupe au travail. Vous rayonnez de mille feux. Vos idées, votre spontanéité et votre rigueur font pencher nettement la balance en votre faveur. N'hésitez pas à prendre ce rôle au sérieux. Vous êtes un leader, et si un poste est disponible, foncez pour ne pas le regretter. Restez toutefois courtoise pour ne pas ébranler vos collègues au passage.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous allez briller aujourd'hui au travail ! Cette journée vous permettra de montrer de quoi vous êtes capable. Et vos efforts payeront. Alors, pourquoi hésiter ? Faites-en un peu plus ce jour, vous pouvez décrocher l'augmentation que vous espérez tant. Si vous souhaitez trouver un nouveau travail, cette journée vous sera vraiment très favorable. Votre CV a su séduire et vous pourrez montrer vos capacités aux recruteurs.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

À toujours vouloir avoir raison, vous risquez de vous faire des ennemis au bureau. Certes, vous connaissez le job et vos dossiers par cœur, mais certains ont aussi l'esprit têtue. Ne montez pas dans les tours et n'essayez surtout pas d'avoir le dernier mot ; cela deviendrait puéril et ternirait votre image. Contentez-vous de rester courtois et de remplir vos missions ; le reste a finalement peu d'importance.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Inutile d'en faire trop au travail aujourd'hui. On ne remarquera pas vos efforts. Alors même si vous aimeriez vous faire remarquer, cela ne fonctionnera pas. Préférez attendre un autre jour. Vous aimeriez décrocher un emploi ? Là encore, ce n'est pas la journée idéale. Vos compétences ne seront pas jugées à leur juste valeur. Et vous pourriez faire face à une certaine déception. Mieux vaut remettre votre recherche à demain.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous mettez en place une organisation en béton dans vos missions. Tout sera priorisé afin de mieux gérer votre temps et votre énergie. Adieu les calendriers surchargés et les journées à rallonge ! Vous reprenez le contrôle. Désormais, vous vous y prenez différemment, et vous verrez les changements. Avec la sérénité retrouvée, vous serez sans doute plus épanoui dans votre travail au quotidien, et vous n'irez plus au bureau la boule au ventre.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

D'un naturel pourtant optimiste, il est possible que vous traversiez une phase de découragement. Ces derniers temps, vous avez assisté à de nombreuses injustices dans votre milieu professionnel et cela vous irrite. Votre peur du conflit vous empêche de confronter les personnes concernées et pourtant, il faut que vous arriviez à libérer la parole. En effet, ces sentiments négatifs risquent d'entamer votre moral.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous allez au bureau à reculons. Heureusement, vous pouvez compter sur vos collègues pour vous soutenir. Le problème ? Votre hiérarchie qui semble ne pas avoir conscience que vous avez une vie en dehors du travail. Tous ensemble, vous parviendrez à vous imposer. Les planètes vous incitent à vous rassembler, à vous unir avec d'autres personnes pour faire respecter vos droits. La réussite est au bout du chemin.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous débordez d'énergie et vous ressentez le besoin de montrer à votre entourage professionnel de quoi vous êtes capable. Vous avez de grandes ambitions et vous souhaitez que ça se sache. Votre motivation et vos aspirations sont tout à fait louables, mais attention à ce que ça ne se retourne pas contre vous. Vous pourriez perdre en efficacité à vouloir mener de front plusieurs travaux dans l'unique but d'éblouir votre entourage.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous n'êtes probablement pas à prendre avec des pincettes en ce moment. Votre attitude et votre « body language » ne trahissent personne. Véritable cocotte-minute, vous avez besoin de prendre un peu de recul et de vous aérer l'esprit. Il serait dommage d'exploser en plein vol pour une goutte d'eau, cela pourrait ne pas être compris. Ne vous inquiétez pas, votre entourage vous connaît et sait qu'il ne s'agit que d'une passade.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

C'est le moment de faire le point sur votre carrière. Êtes-vous au bon endroit ? Êtes-vous fait pour ce job ? Avez-vous envie d'autre chose ? D'ailleurs ? Si l'entente avec vos collègues est au beau fixe, pensez aux rêves que vous aviez étant enfant. Ils pourraient bien vous donner matière à réfléchir quant à vos objectifs professionnels. N'hésitez pas à en discuter avec vos proches pour y voir plus clair.



## Poisson (19 février - 21 mars)

L'ambiance n'est pas des plus sereines sur votre lieu de travail et vous subissez la pression de votre direction. Il y a toujours plus de dossiers à faire, de clients à satisfaire, mais le timing reste le même. Apprenez à dire non plus souvent ou à déléguer vos tâches les plus basiques pour ne pas friser le burn-out. Ce serait tout de même dommage d'en arriver là, surtout que vous êtes un bon élément au sein de l'équipe.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Commission de promotion de la justice et de la médiation KASSOUMI invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p><b>1273 Malikilé</b></p> <p>Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies <b>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</b></p> <p>Irregularités financières à l'OMH <b>Kamena lève le voile!</b></p>	<p>Commission de finalisation du projet de Constitution <b>Le rêve brisé</b></p> <p><b>1274 Malikilé</b></p> <p>Yehb Samaka <b>Les enfants de Badalabougou servis</b></p>	<p>Séance édition de la Nuit de l'Entrepreneur: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p><b>1275 Malikilé</b></p> <p>ASE <b>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</b></p>	<p>Mali: Salim Elvirigim Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita</p> <p><b>1276 Malikilé</b></p> <p>Amirata Dicko aux Nations Unies <b>La grosse arnaque!</b></p>
<p>Gestion des fonds d'aménagement et de protection des forêts et de la faune. La Vérificateur Général dénonce 1.000.000.000 FCFA d'irrégularités financières</p> <p><b>1277 Malikilé</b></p> <p>Projet SWELCO et autonomisation des femmes <b>242 filles et femmes installées</b></p>	<p>AIDE: Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation</p> <p><b>1278 Malikilé</b></p> <p>Economie et gestion <b>Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</b></p>	<p>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</p> <p><b>1279 Malikilé</b></p> <p>Président Moustapha <b>Moustapha Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</b></p>	<p>Marking Faso: Des élèves exposés à la querelle populaire</p> <p><b>1280 Malikilé</b></p> <p>Finalisation de l'évent-projet de Constitution <b>Les travaux débudent aujourd'hui!</b></p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23